

## Jean-Baptiste André Godin à Alexandre Tisserant, 12 décembre 1884

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

24 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (24)

Collation 24 p. (280r, 281r, 282r, 283r, 284r, 285r, 286r, 287r, 288r, 289r, 290r, 291r, 292r, 293r, 294r, 295r, 296r, 297r, 298r, 299r, 300r, 301r, 302r, 303r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Alexandre Tisserant, 12 décembre 1884, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 24/12/2025 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/51652>

### Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famillistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

# Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [12 décembre 1884](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Familistère

Destinataire [Tisserant, Alexandre \(1822-1896\)](#)

Lieu de destination 26, rue de Toul, Nancy (Meurthe-et-Moselle)

Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

## Description

Résumé Sur la modification des statuts de la Société du Familistère, nécessaire pour protéger cette dernière de son fils, de la municipalité de Guise et des autres dangers après la mort de Godin. Godin décrit ces dangers et les difficultés pour trouver des remèdes par les statuts. Il expose à Tisserant plusieurs questions d'ordre juridique et il présente son projet de modification des statuts.

## Mots-clés

[Consultation juridique](#), [Familistère](#)

Personnes citées

- [Godin, Émile \(1840-1888\)](#)
- [Société du Familistère de Guise - Association coopérative du capital et du travail](#)

Lieux cités

- [Bruxelles \(Belgique\)](#)
- [Guise \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 14/06/2024 Dernière modification le 27/09/2024

---

Article 33  
ajouter au 3<sup>em</sup> paragraphe :

Tout possesseur de certificats d'inscription d'apports ou de décharges, ainsi qu'intéressé, ne conserve aucun droit sur le fonds de réserve ni sur les fonds des assurances mutuelles par contre, il est tenu de toute responsabilité sur les pertes qui pourraient être constatées postérieurement au remboursement de ses certificats d'inscription d'apport ou de décharge.

à propos de l'art. 37

Article additionnel aux statuts

L'assemblée générale du régulièrement  
constituée et délibérant sur son ordre du jour, a décidé à la  
majorité de voix sur votants, que le titre  
quatrième, chapitre 1, article 37, serait modifié ainsi  
qu'il suit :

Le fonds social, composé à l'origine des apports statutaires du fondateur, (art 37) décrit et évalué par les art. 33, 39 et 40 des statuts sociaux, sera porté de la somme de 11.600.000 francs à celle de 6.000.000 de francs.

L'augmentation de 1.400.000 frs sera fournie par le fondateur et par prélèvement sur son compte courant dans la 1<sup>re</sup>.

Note. — Il est à observer que le fonds social

Voilà le travail indiqué. Vous m'avez offert, mon cher ami, de vous en occuper ayant, disiez-vous, là-bas, non-seulement la possibilité de consulter les documents les plus sérieux sur la matière, mais aussi celle de prendre les conseils de gens éclairés, afin de ne laisser échapper aucun point utile.

Vous rendrez un grand service à la cause de l'association, si vous pouvez m'aider à écarter, autant que possible, les entraves qui pourraient embarrasser ou contrebalancer la marche de notre S.<sup>te</sup>

Vous m'avez fait espérer de recevoir ici, une fois votre étude faite, pour arrêter définitivement la voie à suivre et réaliser ce qui sera décidé. Je n'ai pas besoin de vous dire longuement combien je suis heureux de cette promesse, sur laquelle je me repose complètement.

A bientôt donc et tout à vous

Edmond

Article 12<sup>bis</sup>

Introduire les modifications suivantes :

- 1<sup>er</sup> A l'Administration - Girant. 6 %, ci - --- 6
- 2<sup>es</sup> A chacun des Conseillers de
- Gérance. 1 %, jusqu'à concurrence de 17 %, ci - --- 17

La partie non employée des fonds %  
reversant au conseil sera allouée à  
Budget des Institutions de Bienfaisance  
et aux frais de publicité du journal  
de l'Association.

Votre dixième

## De la Dissolution.

La mettre en harmonie avec la  
décision qui interviendra concernant la  
fondation de mutualité destinée à  
servir à la 1<sup>re</sup>, en cas de dissolution  
de cette dernière.

## Article 121

Cet article est à réviser en tenant compte du parti qui sera pris concernant la fondation de Mutualité qui surviendrait à la Sté, en cas de dissolution de celle-ci. Il devrait débiter ainsi :

En cas de dissolution de l'association du Familistère ou à l'expiration de son terme, les associés, sociétaires, participants et intéressés reçoivent du fonds social, et jusqu'à concurrence du montant de leurs certificats d'inscription d'apports ou d'épargne, ce qui leur est dû, le reste - - - - -

## Article 122

Il est nécessaire d'augmenter le fonds des Institutions de l'Enfance (voir art. 123).

## Article 127

1°. deuxième paragraphe rédiger comme suit :

Ces sommes restent au crédit d'un compte spécial d'amortissement dont le débit peut servir à balancer les divers comptes de dépenses, pour la création de bâtiments ou de matériel neuf, sur la décision du Conseil de Gérance.

## Article 98

Au dernier paragraphe, dire :

Les secrétaires de ces deux Conseils peuvent être les mêmes...

## Article 109

Ajouter un dernier paragraphe ainsi conçu :

Les Commissions de surveillance sont de droit  
attachées aux Conseils de Lyonnaise, du Ministère  
et de l'Industrie.

## Article 117.

Le Conseil demande s'il ne convien-  
drait pas de reporter cet article au Règlement  
3ème partie, afin qu'il n'entre pas  
les statuts à une cause de nullité,  
ou qu'il est en opposition avec  
l'article 6 du Code civil ?

## Article 89.

2<sup>e</sup> Modifier comme suit le 2<sup>ème</sup> paragraphe :

Ces trois Commissaires sont choisis parmi les associés mais doivent être pris en dehors du conseil de gérance.

ajouter à la fin de l'article :

10<sup>e</sup> Admettre à titre de nouveaux chefs de fonction à la qualité de conseillers, d. gérance, dans le cas prévu art. 82, 9<sup>e</sup>.

## Article 82

Modifier en entier le dernier paragraphe en le rédigeant comme suit :

9<sup>e</sup> Enfin de tous autres fonctionnaires appelés par le fondateur à faire partie du conseil, sans toutefois que le nombre total des conseillers ne puisse dépasser 17.

Sous la gérance des Administrateurs autres que le Fondateur, les chefs de fonction non énumérés dans la nomenclature ci-dessus et qui ne feraient pas encore partie du conseil, n'y pourront être admis que par l'Assemblée générale des associés, votant sur la proposition de l'Administrateur - Gérant, (art 89, 10<sup>e</sup>).

## Article 49

L'article est à abréger en entier, en le rédigeant à nouveau comme suit :

Les certificats d'inscription d'apports et les certificats d'inscription d'épargne sont des extraits de comptes, représentant les parts d'intérêts inscrites au compte de chacun des ayants droit.

Ces certificats subissent les augmentations et les diminutions du compte du titulaire, à mesure qu'elles se produisent ; mais tout changement est revêtu de la signature de l'Administrateur-Gérant. La somme consignée sur un certificat exprime toujours la part d'intérêt que représente ce certificat au profit du titulaire.

## Article 53

Le premier paragraphe est à supprimer en entier.

Quant au second, nous avons dit qu'il a besoin d'être examiné concurremment avec l'article 47.

## Article 48

Rédiger comme suit les 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> paragraphes :

Certificats d'apports pour ceux représentant les apports statutaires du fondateur, et pour ceux représentant les augmentations du fonds social par des procédés autres que le procédé indiqué au paragraphe 1 de l'article 42 ;

Certificats d'épargne pour ceux représentant les dividendes échus à titre de travail, soit qu'il ait été procédé au remboursement correspondant d'une part des certificats d'apports, conformément à l'article 43, soit que les dits certificats représentent une augmentation du capital social, conformément au paragraphe 1 de l'article 42.

## Article 47

Note sur le deuxième paragraphe :

Le conseil de Gérance voudrait pouvoir conserver aux archives les documents originaux de l'acte d'association portant les signatures des membres ; il demande donc s'il ne suffirait pas de remettre aux héritiers du fondateur les certificats d'inscription d'apports représentant le montant de leurs droits ?

Pour cela, il faudrait rendre statutaire la création de certificats représentant les droits du fondateur, et supprimer l'exception conignée au dernier paragraphe de l'art. 47.

Il faudrait, en outre, préciser que les certificats d'inscription d'apports remboursés restent à la caisse sociale.

Cette question entraîne l'examen de l'article 53, deuxième paragraphe.

## Article 44.

Ajouter en 2<sup>ème</sup> paragraphe :

Le droit du fondateur de décider l'augmentation du fonds social par des procédés autres que le procédé énoncé ci-dessus, ne passera pas aux administrateurs gérants qui lui succéderont. Ce droit sera, dès lors, exclusivement réservé à l'Assemblée générale des associés, votant sur la proposition de l'administrateur-gérant.

## Article 45

Ajouter à la fin du dernier paragraphe :

Le remboursement se fait dans l'ordre d'inscription des sommes acquises, suivant les dates portées aux livres de la comptabilité sociale.

## Article 38

N'y a-t-il pas une cause de nullité dans ce fait que l'acte d'association intervenu le 13 août 1878 porte (art. 33, 4<sup>e</sup>) que "les marchandises, matières premières et produits ouvrés" sont ceux "existants" au jour de la constitution définitive de l'association, "quand les chiffres admis" et ceux donnés par l'inventaire du 30 juin 1879.

La vérité exigeait qu'on rédigeât ainsi :

4<sup>e</sup> Les marchandises, matières premières et produits ouvrés existant à l'inventaire du 30 juin 1879 et repris, par la société, pour leur valeur constatée aux livres des titres et débits.

## Article 41

Note. — Les brevets, certificats d'addition et perfectionnements sont restés, jusqu'à ce jour, dans l'état indiqué par le dernier paragraphe de l'art. 41.

Il faudrait prendre des mesures pour régulariser cette situation.

se composera alors comme suit :

- 1° De la part de mes apports non remboursés, s'élevant à 2.586.266
- 2° De la part de mes apports transférés à divers s'élevant à 104.900
- 3° Des titres d'épargne créés en mon nom à titre de travail, s'élevant à 325.582
- 4° Des titres d'épargne créés au nom de chacun des membres en remboursement des titres d'apports remboursés, s'élevant à 1.193.982
- 5° Des titres d'épargne créés au nom de l'assurance des Pensions, en remboursement de titres d'apports s'élevant à 469.752
- 6° Des nouveaux titres d'apports créés en augmentation du capital s'élevant à 1.175.716
- 7° Et pour parfaire les 140.000 frs d'augmentation, s'il n'y a pas d'incidents, on prendrait les épargnes créées au 30 juin dernier pour les sommes échues au travail pendant l'exercice 1883-84, épargnes non encore passées en remboursement d'apports et s'élevant à 205.234

Total 6.000.000

S'il y avait inconvénient à faire entrer ces dernières épargnes dans le capital social, je ferais l'augmentation toute entière comme il est dit à l'art. additionnel ci-dessus, et les susdites épargnes seraient employées en remboursement d'apports.

280

Guise Familistère 19 décembre 1884

Monsieur Visserant.

Mon cher ami,

Je suis toujours débordé par les occupations que je me donne, ce qui m'empêche d'exprimer, aussi vite que je le voudrais, les modifications nécessaires aux statuts.

Il est vrai que, tout bien considéré, c'est moins par des mesures statutaires que par des mesures préventives d'un autre ordre, qu'il serait possible de conjurer les dangers que j'entrevois pour la cité après ma mort.

Les dangers existants :

Dans l'insuffisance des caisses et des contributions du personnel de l'association pour soutenir la lutte que mon parti ouvrira contre la cité dès que je ne serai plus là ;

Dans l'animosité saouée qui se développe contre moi, à mesure des efforts que je fais pour présenter et exécuter des réformes utiles. Cette animosité, non moins redoutable que le premier motif de crainte, grandit à ce point que la ville de Guise a refusé d'abord la création d'une école primaire supérieure que je

## Article 16

Les diplômes, jusqu'ici non réalisés en pratique, étant considérés comme une source de complications administratives,

Effacer les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> paragraphes.

## Article 20

Effacer les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> paragraphes, pour le même motif que ci-dessus.

## Article 30

Ajouter en deuxième paragraphe :

Aucun membre en aucun cas ne peut prétendre à une part du capital social, supérieure au total de ses certificats d'inscription d'apports et de ses certificats d'inscription d'épargne.

Note. — La proposition ci-dessus est en concordance avec les sécurités que je désire donner à l'association, par une fondation en dehors d'elle.

capital est supérieur à 100.000 francs.

Or, l'acte d'association a été signé par des sociétaires et des participants ayant de moindres mises de fonds ou pas de mises du tout.

Nous arrivons ainsi devant une série de modifications ou suite même d'un certain nombre des articles de notre pacte social. La plupart de ces modifications se le repète, me semblent utiles.

### Article 1.

Un complément est nécessaire à cet article pour laisser toute latitude d'exploiter le travail des femmes, car il est sérieusement question d'organiser ici, en ce moment même, l'industrie de la bonneterie. Il faudrait donc rédiger comme suit le troisième paragraphe:

L'exploitation commerciale de ses magasins et débits et de tout travail de la population.

Pour vous faire embrasser tous les points essentiels de la situation, je vous signale, en outre, le fait suivant.

Lettres d'épargne liées au nom des assurances.

En ce moment le fonds de l'assurance des pensions et du Nécessaire, représentant la part des auxiliaires, est converti en titres d'épargne, conformément aux prescriptions de l'article 188, 1<sup>er</sup> dernière ligne, et du dernier paragraphe de l'article 189.

Un dernier mot avant de passer à l'examen des articles à modifier.

Le conseil de Gérance, dans son étude des statuts, s'est arrêté à la question suivante qui, à mon sens, est résolue :

Prétendu cas de nullité

Le travail n'étant pas nominativement considéré par la loi comme un apport, il faut, pour être membre d'une sté, posséder une part du fonds social s'élevant au moins à 500 francs dans les stés dont le

les capitaux provenant des dividendes échus au travail. En agir autrement pour ces derniers, ce serait créer un privilège pour les dernières épargnes réalisées; car, en attendant la qualification d'apports, elles seraient remboursées avant les épargnes plus anciennes, quand, au contraire, le remboursement doit se faire par ordre d'ancienneté des apports d'abord, des épargnes ensuite.

Remarque, en outre, que le fonds social primitif est aujourd'hui composé mi-partie d'apports, mi-partie d'épargnes. Je salue en ce moment où les 4.600.000 seront tout en épargnes, et il n'a jamais été question de les transformer en apports.

Les articles 49 à 51 des statuts considèrent le fonds social comme composé indifféremment d'apports ou d'épargnes.

Enfin je fais par mon testament de avantages spéciaux aux épargnes, à l'exclusion des apports. Il ne faut donc jamais confondre ces deux sources de capitaux.

Les uns apportés ex hoc par moi,

Les autres, fruit des économies du personnel.

sont pas enregistrées ;

Qu'elles ne sont pas notifiées ;

Que nos intérêts et dividendes sont payés sans reçu timbré et simplement estampillés au dos des certificats.

Des cessions de titres d'apports ainsi faites sont-elles plus contestables que par acte authentique ?

Je dirais : Non pas convenable de les transformer en acte authentique, surtout pour de petites sommes ?

Je passe maintenant à la question

d'Augmentation du Capital Social.

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous sur la qualification à donner aux titres de parts d'intérêt que vous considérez comme devant prendre la dénomination d'apports ; dès qu'elles entreront en augmentation du capital.

Je ne vois aucun inconvénient à qualifier d'apports les nouveaux capitaux que je mettrai dans la 1<sup>re</sup>, et à qualifier d'apports les nouveaux capitaux que je mettrai dans la 2<sup>e</sup>.

Dans le 1<sup>er</sup> à 16 et qu'il a  
reçu du cessionnaire le montant ou la valeur,  
puis il signe.

L'administrateur-Gérant inscrit de son  
côté sur le même certificat que l'autorisation  
du conseil a été accordée pour cette transmis-  
sion. Le certificat ainsi annulé reste à la  
cassette de la 1<sup>re</sup>; un autre certificat est délivré  
au cessionnaire, ou bien, si le cessionnaire  
possède par avance un certificat d'épargne,  
on inscrit sur ce certificat la somme cédée.  
Puis, on passe écriture au débit du compte du  
cédant et au crédit du compte du cessionnaire.  
Chaque inscription sur le certificat d'épargne  
est revêtue de la signature de l'Administra-  
teur-Gérant.

À quelles difficultés une telle manière de  
procéder peut-elle donner lieu ?

La cession notariée est-elle nécessaire ?

L'enregistrement est-il nécessaire ?

Les quittances d'intérêt font défaut.

Les paiements d'intérêts ont lieu, comme  
pour les salaires, sans timbres apposés.

À un moment donné une adminis-  
tration tracassière peut-elle objecter contre  
nous :

Que nos cessions ou transmissions ne

sus statuts ne sont, comparativement, qu'une chose secondaire; malgré cela, je vous donne, au cours de cette lettre, les observations présentées par le conseil et les projets de modifications d'articles sur des points qui me paraissent utiles.

Avant de passer à ce travail de révision des articles des statuts, j'ai besoin de vous signaler encore deux ou trois questions. Je traiterai d'abord celle de

### l'Authenticité des parts d'intérêt.

Quelles mesures seraient à prendre pour éviter tout désapônement aux possesseurs de parts d'intérêt qui m'ont jusqu'ici remboursés des apports, et qui, par conséquent, se sont substitués à moi dans la *S<sup>te</sup>*, sans autre titre que mon reçu et les écritures de la *S<sup>te</sup>*, et sans avoir fait enregistrer aucun acte?

Vous savez que l'on procède comme suit :

Le cédant demande d'abord l'autorisation de rendre ses droits. Cette autorisation obtenue du conseil de gérance, le cédant inscrit sur son certificat d'épargne qu'il cède ses droits.

revenant à mon fils. Je ne pourrais donc mettre en possession le légataire et devrais ne lui donner qu'un droit, par privilège, à prélever le montant de la dotation sur l'actif de la <sup>1<sup>re</sup></sup>, en cas de dissolution et de liquidation, afin d'assurer le fonctionnement de la fondation de Mutualité que je voudrais voir, à tout événement, se perpétuer en l'absence de la <sup>1<sup>re</sup></sup>.

Mais cela serait évidemment une sécurité absolue pour la continuation de la <sup>1<sup>re</sup></sup> elle-même, car tout danger de corruption serait écarté, puisque nul des associés n'aurait à entrevoir un plus beau placement de son avoir et serait intéressé à le maintenir dans la <sup>1<sup>re</sup></sup>.

Vous pouvez vous dire que mon idée est enveloppée de bien des difficultés, quoique je ne suis pas en possession des moyens de la réaliser et que il y a beaucoup de si et de mais à contempler; c'est à cause de ces difficultés mêmes que je vous en parle, car le grand malheur est que je n'ai pas les concours suffisants pour résoudre promptement les questions.

Je vous ai enfin exposé le point capital qui me préoccupe; les modifications

Pour cela, je voudrais donner, dans les statuts, aux fonds de réserve et d'assurance, une destination qui les empêcherait de tomber dans la liquidation.

Je voudrais joindre ces capitaux à ceux que vous connaissez de mon testament, et en faire l'objet d'une fondation de mutualité donnant les garanties de l'existence, en cas de maladie ou de vieillesse, à une catégorie d'ouvriers à déterminer; fondation qui devrait survivre à la s<sup>te</sup> en cas de dissolution de cette dernière. Je voudrais enfin, s'il est possible, arriver à poser l'embrasement de la Mutualité nationale.

La grosse difficulté est de donner à cette fondation une base exécutive, responsable et sûre. Où la trouver? Serait-ce dans une des administrations rattachées au Gouvernement pour des fondations établies en exécution de certaines lois, comme, par exemple, la Caisse des retraites? Serait-ce en proposant cette responsabilité à quelque établissement de bienfaisance publique?

Autre difficulté: à ma mort, ces capitaux ne seraient pas disponibles, ils devraient rester aux mains de la s<sup>te</sup> pour elle se libérer, autant que possible, de la part

tribunaux lorsqu'ils ont à juger concernant le fondateur du Familistère, par seront-ils à l'égard de la <sup>1<sup>re</sup></sup> lorsqu'elle leur sera déférée hostile, évidemment.

Il y a d'autres dangers qui existent au sein de la <sup>1<sup>re</sup></sup> même et résultent de sa propre prospérité : l'accumulation des réserves et du fonds de retraite jointe aux caprices attribués à la <sup>1<sup>re</sup></sup> par son testament seraient un attachement à la dissolution.

L'égoïsme et la convoitise de la possession individuelle, peuvent faire naître l'idée d'une liquidation sans laquelle chacun recevrait en partage une somme supérieure à ce que représentent ses titres ou parts d'intérêt. Ce pourrait être un puissant motif pour ne pas opposer de résistance à un procès ni à une dissolution.

Par le fonds de réserve et le fonds des assurances deviendraient alors partageables. Chacun en recevrait une part en proportion de ses épargnes. Cela serait surtout pour les principaux membres de l'association qui ont et auront les plus grosses parts.

Voilà les dangers dont je voudrais garantir la <sup>1<sup>re</sup></sup> contre elle-même et contre l'extérieur.

proposais d'édifier en dotant la ville de 150 à 200 mille francs sur cette création, et qu'elle vint ensuite de refuser de recevoir de moi une école maternelle que je lui offrais, en ne lui demandant qu'un loyer de mille francs, loyer ayant pour objet de ne pas abandonner l'immeuble à la réaction. Je retire un loyer trois fois plus fort du capital engagé dans l'immeuble.

En attendant la ville n'a pas d'école et le peu de classes qui existe est livré aux congrégations.

J'ai contre moi l'administration communale et l'administration départementale pour empêcher le bien que je voudrais faire. Voilà pour ce qui est de la France.

En Belgique, j'avais pris des mesures pour édifier un nouveau Familistère. Cela a donné lieu à un procès de la part de la ville de Bruxelles contre la commune de Laeken et moi, pour un droit de voirie qui suspend la possibilité de construire l'édifice projeté. Ce procès, jugé en ma faveur en première instance et en appel, vient d'être renvoyé par la cour de cassation devant la cour de Louvain. Partout, je me rencontre que des obstacles. Nous connaissez l'hostilité avérée des